

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du RWF-RBF

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910

RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE

Rassemblement Bruxelles – France



Crise(s) en Wallonie, crise de Régime : L'Etat belge va dans le mur!

- A propos d'une démission, p. 2
- Remédier à la crise existentielle wallonne, p. 4
- En territoires occupés, p. 8
- Le Congrès National wallon, p. 10
- La Wallonie marshallisée, p. 12
- Le Brabant wallon à la pointe du combat, p. 13
- Pour la France en 1793, p. 15
- Vers un nouveau référendum au Québec ?, p. 19

Trimestriel – Sixième année
Numéro 23bis
Edition spéciale novembre 2005
Parution :
mars-juin-septembre-décembre
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud
Editeur responsable :
Joël GOFFIN
14, rue Bayard – 1420 Braine-l'Alleud
<http://ruf.be>
Courriel : ruf@ruf.be

A propos d'une démission

L'éditorial de Claude Thyse, président du RWF-RBF



Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre Président de la Région wallonne, a été emporté par les effets dévastateurs du système féodal à la construction duquel il a lui-même assidûment contribué et qui gangrène, depuis des décennies, le fonctionnement des institutions wallonnes.

Certains, parmi les partis politiques traditionnels, font mine de découvrir des pratiques clientélistes connues de tous et que la plupart ont pourtant cautionnées. Il ne faut pourtant pas croire que l'électeur wallon - volontairement peu éclairé - nourrit une secrète admiration pour cette classe politique qui érige la subordination en modèle de gestion.

L'heure n'est pas à l'inquisition. Si on met au pilori celui dont la faute fut de n'avoir pas su empêcher que n'éclatent au grand jour les turpitudes de ses amis, d'autres préparent déjà dans l'urgence un contre-feu censé distraire et rassurer l'opinion publique en proposant un «Code sur le devoir d'éthique des mandataires politiques locaux». C'est oublier que si tous les partis traditionnels se disent en principe favorables à des principes de déontologie des mandataires publics, il faut constater que pour la Chambre et le Sénat, depuis 2002 (!) le rapport de la Commission mixte sur la « déontologie du mandat politique » est bien resté lettre morte à ce jour. Or, ce sont bien les mêmes ! En vérité, le régime fait croire au peuple que la réforme est à l'ordre du jour. Il n'en est rien. Il nous trompe.

Le mal wallon, aujourd'hui, est politique, autant sinon davantage que socio-économique. Les dérives constatées à Charleroi ne sont que les symptômes d'une maladie grave et incurable du système politique «à la belge», dont la Wallonie a copié les travers.

Comment croire à la sincérité de ceux qui en vivent et prétendent le réformer? Il est pourtant temps de réagir. Et pas seulement à cause du risque réel que l'extrême droite fait courir à la Démocratie. Le système belge a, en réalité, déjà intégré cette menace...

L'affaire de « la Carolo » sera-t-elle une chance pour la Wallonie ? Elle est en tous cas révélatrice de son besoin de révolution structurelle et institutionnelle. Cette «révolution culturelle», le RWF la propose aux Wallonnes et aux Wallons. Faire de la Wallonie une région prospère peuplée de citoyens fiers de leur identité, acteurs de leur histoire, participants à l'égal des autres peuples au devenir d'une nation.

L'affaire de «la Carolo», parce qu'elle dénonce les déviances d'un système malade, usé, sans projet mobilisateur, sans valeur ajoutée démocratique prouve que loin d'être une utopie, le pari du RWF – parce qu'il est radicalement différent – est nécessaire à l'avenir de chacun d'entre nous.

Le Parlement wallon osera-t-il voter ces réformes nécessaires ?

Quand bien même les députés wallons aspireraient-ils à des réformes radicales, on est en droit de douter de la volonté des partis officiels de les autoriser... C'est pourquoi nous continuons plus que jamais de penser que la Wallonie n'accédera à la citoyenneté républicaine que par son extraction du borbier belge.

La très haute ambition, que mérite son peuple peu gâté jusqu'à présent, le conduira à la France. Car la France, c'est la République et réciproquement.

CHARLES DE GAULLE ET LA WALLONIE

«Beaucoup de Wallons pensent qu'ils seraient mieux traités par la France que par la Flandre. C'est probable : ils retrouveraient au sein de la France la fierté d'appartenir à une grande nation, la fierté de leur langue et de leur culture, le goût de participer aux grandes affaires du monde et de se battre pour de grandes causes humaines. Toutes choses qu'ils ont perdues dans leur association contre nature, imposée par les Anglais, avec les Flamands qui ne les aiment pas et qu'ils n'aiment pas. Pour les besoins de l'unité de la Belgique, on a raboté ce qu'ils avaient de différent. Ils en sont frustrés.»

C'était de Gaulle, de Fallois-Fayard, tome III, 2000, cité par son ancien Ministre Alain Peyrefitte.

Remédier à la crise existentielle wallonne?

Par Paul-Henry Gendebien.



La longue série de scandales qui éclatent en Wallonie – et ce n’est pas terminé – doit nous amener à poser des questions fondamentales. Car il s’agit bien d’une crise existentielle, pour ne pas parler d’une spirale suicidaire. Sont en cause, tout à la fois, le socialisme wallon, la démocratie wallonne, l’identité wallonne.

CRISE DU SOCIALISME EN WALLONIE

Le socialisme en Wallonie a donné l’image d’un instrument d’enrichissement personnel qui se fait au nom des pauvres, lesquels sont invoqués chaque fois qu’il faut se faire réélire. Certes, il y a des responsables intègres au PS et dans les autres partis. Il n’en reste pas moins que le cynisme des nomenklaturistes wallons ne date pas d’hier et qu’il a gangrené toute la société. Il est ordinaire d’expliquer la corruption et la concussion par la nature humaine. Cela ne suffit pas.

Il y a aussi que le socialisme wallon est devenu un pouvoirisme et un populisme. Un pouvoirisme qui revendique l’extension des compétences régionales non pas pour le bien de la Wallonie mais en vue d’élargir le contrôle du parti sur toute une population. Et un populisme qui mélange le paternalisme faussement convivial et les menaces :

«... Prends ta carte, m’fi, et tu auras ton logement social ».

«... Accepte de figurer sur notre liste et tu seras nommée institutrice... »

Pour le PS, le populisme tient lieu désormais d’idéologie. En Wallonie, l’extrême pauvreté de la pensée politique officielle engendre le non-débat et celui-ci à son tour explique les reculs de la citoyenneté.

CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Elle est malade. Où est le grand dessein, l’élan collectif, le sens de l’Etat ? Pourquoi l’opinion est elle à ce point anesthésiée, résignée, abasourdie? Trois phénomènes, parmi d’autres, peuvent caractériser la crise de la démocratie wallonne.

1 . Une personnalisation à outrance du pouvoir, au détriment des positionnements idéologiques et politiques.

2. La mort du principe sacré de la séparation des pouvoirs. Visible est l'abaissement du législatif wallon en face d'un gouvernement lui-même soumis aux chefs de partis. Le Parlement de Namur est devenu un comité Théodule, absent de tous les débats, qu'il s'agisse des plans de redressement, de la constitution européenne ou des sociétés de logement.

3. Un régime des partis contrôlant tous les niveaux de pouvoir à partir de petites oligarchies entourant des président(e)s plus puissant(e)s que «leurs» ministres.

Avec l'autoproclamation de M. Di Rupo à Namur – le putsch de vendémiaire – un pas de plus a été franchi. Le président se fait lui-même ministre. Il n'a plus besoin d'intermédiaires... C'est, dans toute sa splendeur, l'avènement du parti-Etat. La frustration profonde des citoyens-électeurs vient aussi de ce qu'ils ont le sentiment d'une impuissance permanente, à savoir qu'il n'y aura jamais d'alternance. Toute coalition wallonne semble vouée à n'être que le décalque de la précédente, autour d'un parti dominant devenu également parti pivot, c'est-à-dire suffisamment centriste pour s'allier avec n'importe quel partenaire d'appoint (MR, CDH, Ecolo) naturellement interchangeable, chacun rivalisant d'empressement à son endroit. La démocratie, c'est la révocabilité du pouvoir.

En Wallonie, le pouvoir n'est plus révocable. D'où les comportements intolérables que l'on connaît bien, mais qui sont malgré tout tolérés...

CRISE DE L'IDENTITÉ

Avec une soumission presque générale, les instances du PS mais aussi les institutions wallonnes ont accepté la nouvelle ligne belge et monarchiste de M. Di Rupo. La sensibilité wallonne du président-ministre (ne dites plus ministre-président) est faible pour ne pas dire nulle. Il n'a participé à aucun des combats régionalistes et fédéralistes et surtout il ne semble en avoir retenu ni les leçons ni les héritages.

A ses yeux, la Wallonie est une succursale du royaume de Belgique. Il veut prouver - à qui? - qu'il est un bon Belge, qu'il est le chef irremplaçable d'une brave Wallonie prête à causer aimablement avec ce bon M. Leterme.

C'est du «belgo-opportunisme ». Puisqu'il y a encore de la valeur ajoutée belge - du moins le pense-t-il - la Wallonie ne peut pas être un objectif en soi mais seulement subordonné à l'intérêt belge. S'il est nécessaire de redresser la Wallonie, c'est d'abord pour sauver la Belgique en apaisant la colère flamande.

Ce discours culpabilise les Wallons. Ceux-ci perdent confiance en eux-mêmes. Cela ne promet-il pas un immense désenchantement le jour où on s'avisera que le plan Marshall n'aura pas donné tous les fruits escomptés?

Ce qui aggrave la situation, c'est que, comme tout l'indique, l'actuel président-ministre-président quittera Namur avant la fin de la législature et voudra dénouer la prochaine crise belge. Et il tentera de devenir Premier ministre du royaume. Avec M. Di Rupo, nous assistons à une extraordinaire résurrection d'Edmond Leburton - Premier ministre en 1973 et unitariste déterminé s'il en fut - mais aussi à un nouvel enterrement politique d'André Cools, de Jean-Maurice Dehousse et de Guy Spitaels.

Mais M. Di Rupo, le mirliflore de la politique belge, comprendra-t-il en temps utile que jamais les partis flamands ne consentiront à lui offrir son bâton de maréchal ?

Les belgicistes ont toutes raisons de s'inquiéter dès lors qu'avec Elio Di Rupo ils vont tirer l'une de leurs toutes dernières cartouches.

CRISE DE RÉGIME

On en conviendra: les nouvelles «affaires» ont hissé la crise latente du régime à un niveau rarement atteint. Ce n'est pas un épiphénomène passager. Le système est touché dans sa moelle épinière. Les ennuis du PS ne devraient réjouir personne, et surtout pas ses concurrents-partenaires. Car l'affaiblissement du parti dominant affaiblira également les autres, ainsi que l'ensemble de l'édifice institutionnel wallon et donc la Wallonie elle-même. Celle-ci n'avait pas besoin de cela au moment même où elle dépasse la barre des 19% de chômeurs et se place au rang de lanterne rouge de l'Europe. La crise actuelle révèle en fait un échec à la fois politique et économique de la Wallonie, et donc un échec historique de la régionalisation. Autant le dire: la Wallonie se prépare très mal à la prochaine bataille institutionnelle mitonnée par la Flandre. Dans cette perspective, les francophones auront besoin de force politique et d'une grande force morale pour résister à la nouvelle offensive flamande, pour éviter des reculs supplémentaires, pour oser envisager l'après-Belgique.

Aurons-nous cette vigueur politique et morale ? Le défi est gigantesque, car le mal wallon est politique autant qu'économique.

DES RÉFORMES RADICALES

Il y a urgence à réconcilier les Wallons avec leurs institutions. L'autonomie constitutive devrait permettre des réformes radicales de notre démocratie.

- La Wallonie doit élire son ministre-président au suffrage universel direct à deux tours... Le président en tirera une vraie légitimité populaire et par là le poids nécessaire dans les pourparlers institutionnels qui ponctueront les ultimes crises belges. L'élection directe conduirait à un débat authentique et ouvrirait le jeu en permettant à un non-socialiste, éventuellement, d'être choisi. Et elle accoutumerait les Wallons aux institutions de la République française, dont ils relèveront demain ou après-demain...

- La Wallonie doit changer son système électoral et adopter, pour constituer son Parlement, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Une circonscription, un député visible et responsable. Une meilleure sélection. Une définition plus claire des camps et... une alternance gouvernementale enfin possible.

- La Wallonie doit organiser des référendums décisionnels sur les très grandes options politiques.

LE DERNIER QUART D'HEURE

La classe politique wallonne aurait intérêt à soutenir ces propositions. Qu'elle y prenne garde: les «affaires» ne sont pas terminées et elles pourraient engendrer un séisme. Le régime belge, lui aussi, est gravement secoué par la crise wallonne actuelle. En effet, celle-ci fragilise M. Di Rupo qui est l'un des derniers grands soutiens de l'unité et donc de l'existence du royaume. En face, il y a une radicalisation nationaliste flamande sans précédent, débordant du monde de la politique vers celui des entreprises. Les Belgicistes ont donc toutes les raisons de s'inquiéter dès lors qu'avec M. Di Rupo ils vont tirer l'une de leurs toutes dernières cartouches. Son échec annoncé constituera une finale déprimante pour le festival «175 virgule 25», un festival qui n'as pas eu lieu en Flandre, il faut que les Francophones le sachent.

Les observateurs lucides se demandent si le règne d'Albert II sera celui de dernier quart d'heure pour l'Etat. Au risque de lasser, je suggère une fois de plus aux Wallons et aux Bruxellois de réfléchir très activement et très sérieusement au destin qu'ils veulent se donner.

(Article paru dans l'Echo, 14/10/2005)

Chronique des territoires occupés

Par Francis Panichelli, Vice-Président du RBF, délégué à la Périphérie Bruxelloise.

Cette semaine, je suis passé à la maison communale de ma commune de la périphérie pour renouveler ma carte d'identité. Les circonstances me conduisent rarement devant les guichets municipaux. Périphérie dite «à facilités» oblige, j'y suis systématiquement reçu par des fonctionnaires flamands obligés de traiter les administrés francophones dans leur langue, ce qui donne, je dois le dire, le plus souvent un français acceptable.

Il reste que c'est aussi à chaque fois le rappel d'une discrimination que l'on dirait d'un autre âge si elle n'était pas tout à fait actuelle, et totalement surréaliste aux portes de la «capitale de l'Europe» : dans nos communes francophones (parfois à plus de 70 %), le régime flamand a mis une barrière ethnique au recrutement de tout fonctionnaire francophone. Combiné aux surreprésentations plantureuses qu'il a arrachées aux dirigeants (?) bruxellois dans les administrations régionale et communales, ce barrage ethnique confisque aux francophones des milliers d'emplois. Après avoir ainsi aggravé le chômage à Bruxelles, il ne reste plus qu'à décréter que le taux élevé de chômage chez les francophones est la preuve de leur fainéantise et qu'ils sont un boulet pour la Flandre, et la boucle est bouclée.

Racisme anti-francophone. Faut-il avoir peur du mot, s'agissant de la population qui dans toute l'Europe vote en proportion de loin la plus forte pour un parti raciste?

Encore «belge» à l'époque, j'ai longtemps cru qu'il ne s'agissait là que de gesticulations de politiciens à cours d'imagination pour se faire réélire, mais que le bon peuple flamand restait bien loin de ces mesquineries. Une brève expérience de conseiller communal en périphérie a suffi pour m'ouvrir les yeux : les politiciens flamands sont à la remorque de leurs troupes.

Un signe? Limitons-nous à l'actualité récente. J'écris ce papier quelques jours après le décès du Wallon Jean-Michel Folon, dont l'œuvre a connu un rayonnement mondial : un générique pour Antenne 2 dans les années '80, logo du bicentenaire de la Révolution Française en 1989, plusieurs « une» prestigieuses aux USA, dont le magazine Time. Et la liste peut être bien plus

longue. Echo dans la presse flamande: rien, le vide absolu. Ah non, j'oubliais : un entrefilet dans le journal économique *De Tijd* se contentant de reprendre le communiqué de l'agence Belga. Un silence à ce point assourdissant ne peut pas être le fruit du hasard : il est bien plutôt le fruit d'une volonté très répandue de nier les réussites culturelles de l'autre.

En sauvant leur culture du néant où le XIX^{ème} siècle l'avait plongée, les Flamands ont réalisé un exploit historique et de grande valeur, que nous ne pouvons qu'admirer. Mais ils sont aussi devenus un peuple sûr de lui, dominateur et fermé à ses voisins.

Que le peuple flamand sauve son identité et sa culture, c'est admirable. Qu'il continue à le faire en écrasant les francophones de ce qui se nomme encore (pour combien de temps?) la Belgique, c'est intolérable. Il veut l'indépendance : qu'il la prenne, c'est son droit. Le plus vite sera le mieux. Mais pas sur notre dos et pas en annexant des morceaux de régions bruxelloise et wallonne (Fourons) situés aujourd'hui en région flamande sur une base arbitraire, qui fait fi de la volonté de populations qui n'ont jamais été consultées et que l'on condamne dès à présent à l'assimilation.

Là aussi, l'actualité récente est riche de paradoxes révélateurs. Il y a quelques semaines, Elio Di Rupo rendait visite à Bruxelles à son homologue Yves Leterme, le Ministre Président flamand. En plein cœur d'une ville francophone, le Ministre Président de la première région francophone du pays était reçu comme un malpropre. A force de lécher la main du maître pour en solliciter l'onction de futur premier ministre fédéral, il devait s'attendre à ne recevoir qu'un camouflet. C'est l'ensemble des Wallons et des Bruxellois qui sont ainsi humiliés, et chez eux !

Il est temps de dire au gouvernement et aux autorités flamands qu'ils sont un corps étranger en région francophone. Il est temps de s'opposer à leur illusion et à leur fol espoir d'annexer Bruxelles et sa périphérie en leur disant, comme les Français à Verdun pendant la grande guerre : «On ne passe pas».

Le gouvernement et les institutions flamands ne sont pas à Bruxelles en pays conquis. Avec la fin de la Belgique, leurs institutions quitteront Bruxelles et nous organiserons démocratiquement la protection de nos minorités.

A Liège, le RWF se souvient du grand Congrès National Wallon de 1945

Compte-rendu de Georges Régibeau, Président RWF de l'arrondissement de Liège, et Paul Durieux, vice-président.

Le 21 octobre, le RWF a commémoré le 60ème anniversaire du Congrès National Wallon de 1945. Au lendemain de la guerre, plus de 1.500 responsables (bourgmestres, députés, ministres, syndicalistes, enseignants et autres représentants légitimes de la Wallonie. C'étaient aussi des patriotes wallons, car issus pour la plupart de la Résistance. Au cours d'un premier vote, la réunion à la France fut proposées. Au cours d'un second, par résignation provisoire, on se replia sur l'idée d'une expérience fédéraliste dans le cadre belge.

Événement historique et fondateur, le Congrès laissa bien des traces dans notre passé et dans notre présent. Le « vote français » fut à la fois celui du cœur et de la raison... Et il redevient d'actualité, chacun le pressent.

Un constat en forme de regret toutefois : le Gouvernement wallon et la Ville de Liège ont « oublié » de commémorer l'événement... oubliant ainsi l'identité wallonne et le poids du mouvement wallon. Seul le RWF l'a fait, avec une délégation de « France » et de « Wallon ».

Nous l'avons fait par devoir de mémoire historique et collective. Question d'honneur. Grâce à la coopération active de notre Comité d'Arrondissement de Liège, ce fut un succès : discours et animations (avec Gaëlle Polis, Georges Régibeau, Paul Durieux, Claudio Opassich, Jean-Noël Marcquebreucq, Jeanine Holsbecks, Jacques Rogissart, Claude Thayse, André Schreurs, Paul-Henry Gendebien) distribution de tracts, marche vers le Perron et dépôt au pied du monument de fleurs aux couleurs wallonnes et françaises...

Lors de cet événement, nous avons salué la présence de nombreux militants venus de toute la Wallonie et de Bruxelles, étendards en tête.

Étaient notamment présents nos amis de Virton, Mons, La Louvière, Tournai, Charleroi, du Brabant wallon, de Verviers, Malmedy, Huy,... et d'ailleurs.



"Pendant son discours à Liège, notre ami Jacques ROGISSART dans une attitude très gaullienne"



"Le 21 octobre 2005, nos militants défilent en grand nombre dans les rues de Liège"

Quels espoirs pour une Wallonie "marshallisée"?

Par Jean-Pierre Hellin, secrétaire du RWF pour le Hainaut occidental.

La principale faiblesse de la Wallonie n'est-elle pas un faible niveau d'activités créatrices de richesses ? D'où un revenu par habitant insuffisant et un taux de chômage inadmissible.

Le chômage découle entre autres raisons des délocalisations et des fermetures d'entreprises aux méthodes de production dépassées, mais aussi de réglementations contribuant à freiner le recours aux nouvelles technologies. Heureusement, on semble enfin vouloir supprimer les taxes sur les machines. Mais il faut encore promouvoir la recherche et concentrer absolument les subventions sur les entreprises innovantes.

Les différents gouvernements à majorité socialiste en Wallonie n'ont en fait pas réussi à créer de l'emploi stable et productif avec les énormes subsides européens (plus de 4 milliards d'euros dans le seul Hainaut !) reçus en une dizaine d'années. On s'interroge : feront-ils mieux avec un milliard d'euros en quatre ans, venu principalement de transferts budgétaires ?

Plus grave, le plan «Marshall» nécessite l'appui actif du Gouvernement fédéral (défiscalisation des subventions accordées aux entreprises, réduction massive des charges sociales sur les plus bas salaires, relèvement de ceux-ci, etc.).

Et nous ne parlons pas de l'urgence qu'il y aurait à mieux protéger le marché européen contre les importations massives venues de pays où les conditions de travail sont dignes de «Germinal» !

On le voit bien : les mesures fédérales qui devraient accompagner une relance wallonne ne seront pas concédées par la Flandre surchauffée par ses revendications communautaires et nationalistes. Le «plan Marshall» risque dès lors d'être un échec. Beaucoup de «pub» préélectorale en vérité, mais aveux d'échecs des «Contrats d'Avenir» et reconnaissance publique d'une mauvaise gestion de la région.

La Wallonie ne bénéficiera plus de la solidarité qu'elle aurait pu attendre de l'Etat belge. Il est urgent qu'elle se dote d'une autre perspective !

Le Brabant wallon à la pointe du combat

Par Laurent Brogniet, Président de la section RWF du Brabant wallon.

Au cours d'un dîner militant fort réussi de la section d'arrondissement du Brabant wallon du RWF, fin octobre, Laurent Brogniet a prononcé un discours remarqué. Il a notamment déclaré :

«Je ne sais pas si, comme moi, vous ressentez les changements qui s'opèrent dans les mentalités de nos concitoyens.

Mais pour moi, un fait est certain, ... nous ne sommes plus perçus comme des extra-terrestres, ni comme des traîtres à la nation belge comme d'aucuns veulent le faire croire. Tout simplement parce que cette nation n'existe pas (et n'a jamais existé du reste)... Ce qui est nouveau, c'est que Monsieur Tout-le-Monde commence sérieusement à s'en rendre compte.

Pour danser le tango, il faut être deux, a dit un jour Maurice Lippens. Certains Wallons sont aveugles et ne voient pas qu'ils dansent seuls. D'autres nostalgiques se convainquent qu'il n'est pas possible que leur partenaire puisse les quitter et... attendent, supplient, concèdent, concèdent et concèdent encore...

Nous disons : Ca suffit ! Plus de concessions !

Notre Brabant wallon est menacé de toute part.

A Beauvechain, d'après La Libre de ce mercredi, la moitié des demandes de permis de bâtir est introduite par des Flamands.

A Nethen, toujours d'après La Libre, c'est le prix des maisons qui explose du fait de la demande... flamande.

A Jodoigne, ce sont des commerces qui font leur publicité en flamand, parfois exclusivement.

A Grez-Doiceau, Chaumont-Gistoux, La Hulpe, Waterloo etc... ce sont des avions d'un nouveau type que l'on voit dans le ciel et qui font un bruit d'enfer.

Ces avions sont nouveaux car, figurez-vous qu'ils ne sont plus soumis aux règles élémentaires de la physique.

Ces avions décollent vent de dos, ou sur des pistes trop courtes, parfois les deux à la fois ; car la Flandre a décidé de faire subir par d'autres les nuisances sonores des avions de l'aéroport de Zaventem tout en gardant jalousement les bénéfices économiques et les emplois générés par l'activité aéroportuaire. Et que font les responsables de la Région wallonne pour nous défendre ?

Rien ! Absolument rien. Même pas une petite, une toute petite déclaration d'intention dont ils sont si friands d'ordinaire. André Antoine a juste osé dire hier : «Si l'accord entre les régions bruxelloise, flamande et l'Etat fédéral était de nature à préjudicier gravement (?) les intérêts de la Région wallonne, je proposerais au gouvernement wallon de saisir le Comité de concertation». Quelle naïveté béate !

Inutile de vous dire que devant de telles menaces, la Flandre entière tremble de peur.

Notre parti est le seul et légitime dépositaire du mouvement wallon et nous défendons chaque jour l'intégrité française de notre Brabant wallon».



"Nos valeureux Liégeois du RWF, lors de la manifestation du 21/10/2005"

Pour la France en 1793

Pour nos lecteurs, notre ami Jean-Marie Horemans, Président du Centre d'Histoire et d'Art de la Thudinie et Docteur en Philosophie et Lettres de l'ULB, décrit les votes d'adhésion à la République française, en 1793.



Si l'on en croit les historiens belges patentés, qui ne parviennent pas à se dégager de la gangue pirennoise, il n'y aurait eu qu'un régime républicain français dans nos provinces de 1792 à 1804. Force nous est cependant de constater que le régime qui succède à la bataille de Jemmapes (6 novembre 1792) diffère considérablement de celui d'après 1794 (prise de Thuin, 10 mai ; victoire française de Fleurus, 26 juin), ce dernier étant marqué en France, à partir d'octobre 1793, par la Terreur (et ses

comités de salut public, comités de sûreté générale, comités de surveillance, Tribunal révolutionnaire) et la politique énergique de réorganisation des armées de la République par Lazare Carnot.

Les quelques mois qui séparent la victoire française de Jemmapes de la défaite de Neerwinden (18 mars 1793) sont cependant marqués par une concrétisation des principes démocratiques, tant de la part de la Convention, première assemblée élue au suffrage universel (à partir du 2 septembre 1792), que de ses délégués dans les départements qu'on dira plus tard réunis, que dans le chef des nombreuses sociétés des Amis de la Liberté et de l'Égalité qui se créèrent un peu partout dans les villes de chez nous (Mons, Thuin, Dinant, Huy, Liège,...)

Imprégnés de la volonté de s'enquérir des vœux des populations, les représentants de la Convention nationale organisèrent des assemblées primaires où tous les habitants mâles adultes (de plus de 18 ans) furent convoqués pour exprimer leur double option d'un régime républicain et d'une appartenance à la France. Il est important de signaler que c'est la toute

première fois dans l'Histoire que l'on prend l'avis de toute la population masculine quant à son sort politique. Quelles qu'aient été les difficultés, les pressions ou les oppositions qui se manifestèrent ici et là, et principalement dans la région flamande, les décrets de la Convention de décembre 1792, en invitant «les peuples (...) à émettre leur vœux sur la forme du gouvernement qu'ils voudront adopter», inaugurent de fait la démocratie républicaine et le suffrage universel. Le fait, souvent escamoté, paraît pourtant, et entre autres dans nos provinces, d'une importance capitale. Jamais il n'avait été demandé à nos ancêtres s'ils souhaitaient être bourguignons (fin du XV^{ème} siècle), espagnols (1495), autrichiens (1714), hollandais (1814) ou même belges (1830). Il faut donc mettre au crédit de la République et de la France cette volonté novatrice de s'inquiéter du sentiment des populations, en consultant les hommes de 18 ans au moins.

Parmi ces votes, il faut distinguer et très nettement ceux exprimés par les municipalités flamandes et ceux des municipalités wallonnes, et, parmi ces dernières, faire le départ entre les communes qui avaient été précédemment autrichiennes et celles ayant fait partie de la Principauté de Liège.

Ainsi Maestricht (liégeoise), paralysée par un siège, ne put et ne voulut voter. A Termonde, l'opposition fut telle qu'on ne put constituer un bureau. A Grammont, le président choisi par la municipalité s'enfuit avant l'organisation du scrutin. A Oostkamp, près de Bruges, éclata une émeute. A Ostende, le vote positif dans les chiffres ne représente qu'une infime proportion de la population. A Bruxelles et son agglomération, les électeurs furent amenés à voter dans l'église Saints Michel-et-Gudule, et le scrutin de réunion s'il fut acquis par acclamation ne peut être considéré comme relevant de la liberté. A Louvain, l'annonce des résultats, le 2 mars 1793, plus que laconique ne permet pas de connaître le mode de scrutin : « cette cité, si fameuse par sa docte ignorance et son incurable fanatisme, vient d'émettre son vœu pour la réunion ». Gand représente une remarquable exception : c'est la seule ville flamande dont, à Paris, on a conservé la liste des votes nominatifs en faveur de l'adhésion à la France et de serment républicain : vingt grandes pages de signatures serrées représentant environ 1.200 noms, indiquent que le vote a été acquis dans la clarté.

Dans les villes wallonnes naguère autrichiennes, les votes furent majoritairement positifs. A Tournai, après un scrutin annulé, un vote par acclamation, réunissant les villages voisins, fut obtenu à l'unanimité le 5 mars 1793. A Namur et à Mons, un vote positif fut acquis après l'affichage d'une proclamation garantissant, au nom de la République, le respect des cultes, mais, également à Mons, avec l'expulsion des quelques trublions par une milice locale. A Luxembourg, un agent secret français, Milon, annonce le 28 février 1793 que « les habitants désirent les Français ». Seule la ville de Chimay, petite capitale d'une minuscule principauté, fait exception, les délégués français y étant accueillis par des injures et des jets de pierres. Il fallut composer et rédiger une version très édulcorée du texte de ralliement à la République, pour qu'il fût adopté par la municipalité.

La partie française de la Principauté de Liège vota, quant à elle, massivement pour la France et pour un régime considéré comme le continuateur de l'«Heureuse Révolution» liégeoise de 1789. De nombreuses villes liégeoises avaient répondu à la nécessité d'organiser des municipalités provisoires et certaines d'entre elles, dont Dinant et Thuin, avaient même organisé le scrutin avant d'en avoir reçu les instructions. A Huy, le vote en faveur de la République française fut acquis à l'unanimité des huit sections du corps électoral, le 6 février 1793, avec, semble-t-il, beaucoup d'enthousiasme puisqu'un rapport de l'administration municipale précise qu'un turbulent parti de la liberté et de l'égalité y montra «trop de zèle». A Dinant, on compta 860 «oui» (masculins) sur 3.173 habitants (femmes et enfant compris). Ciney et Verviers, firent de même. Couvin (qui avait inventé son propre calendrier républicain) entraîna Fosses-la-Ville, Châtelet et Thuin à agir dans le même sens. Etienne Le Hodey, commissaire national du pouvoir exécutif à Thuin puis à Dinant, déclarait dans une lettre du 6 avril 1793 au Ministre Lebrun, que, dans l'Entre Sambre-et-Meuse liégeoise, «la plupart des communes avaient émis librement leur cœur pour la réunion.» Le cas de Thuin est révélateur car, à l'instigation d'une société jacobine locale des Amis de la Liberté et de l'Egalité, les habitants votèrent leur adhésion à la République le 17 février 1793, avec une précipitation qui heurta le commissaire national parce qu'il ne l'en avait encore chargé officiellement. Sur une population globale, qui n'atteignait guère 2.000 habitants, se présentèrent 683 votants mâles adultes (18 ans) qui, à l'unanimité, optèrent pour la France.

Mais, particularité des campagnes de Thudinie, cette société des Amis de la Liberté et de l'Égalité délégua des missionnaires locaux pour organiser le vote dans chaque commune de la région (Montigny-le-Tilleul, Jamioulx, Cour-sur-Heure, Leers-et-Fosteaux, Ragnies, Biercée, Fontaine-Valmont, Strée...).

La Thudinie apparaît donc comme exemplaire d'un vote spontané, acquis sans pression aucune, grâce à l'enthousiasme des missionnaires thudiniens de la République dont les Archives de France conservent les noms.

Liège, capitale de l'Etat, ne déçut pas les Français après la fuite précipitée du prince-évêque réactionnaire Hoensbroeck surnommé le «sultan mitré». A Liège-ville, sur 9.700 votants mâles adultes (18 ans), on dénombra 9.640 «oui» pour la réunion avec la France.

L'ensemble des votes de cette consultation populaire indique à suffisance la totale différence de comportement des habitants selon les régions de ce qui allait constituer, après 1815 et surtout après 1830, un pays artificiel voulu par l'Angleterre pour faire barrage à l'influence française.



"La Ville de Thuin vota pour la France"

Vers un nouveau référendum au Québec

Par Jean-Saint-Laurent.

La solidarité entre Québec et Wallonie est ancienne. Dans les années 70 déjà, des liens avaient été noués entre le Parti Québécois (P.Q.) de René Lévesque et le Rassemblement Wallon. Certains se souviendront que son président de l'époque, Paul-Henry Gendebien, avait tenu à envoyer une délégation conduite par Paul Nopère au Grand Congrès du P.Q., à la fin de 1976. Ces relations se sont poursuivies avec des hauts et des bas. Elles existent toujours et le R.W.F. conserve des contacts avec les dirigeants indépendantistes de la province francophone.

Un mouvement tel que le nôtre se doit de saluer le double anniversaire, celui du référendum québécois de 1980 et celui de 1995, dont l'importance historique vaut bien celle de notre minable «175 virgule 25»... Le premier avait donné 40,5 % des voix en faveur de la souveraineté, le second avait atteint le très beau résultat de 49,4 % !

Le fait que le P.Q. soit actuellement dans l'opposition ne signifie en rien un gel des perspectives pour un Québec libre. En effet, on constate une tendance longue et continue depuis plus de trente ans : le recul au Québec mais aussi dans les provinces anglophones du courant unitaro-fédéraliste. Il y eut ensuite, au cours des dernières années, le gigantesque scandale des détournements de fonds orchestrés par le pouvoir fédéral en vue de payer la propagande anti-souverainiste au Québec, ce qui a gravement détérioré l'image d'Ottawa.

Enfin, l'échec visible et profond de la politique menée par le libéral Jean Charest, Premier Ministre québécois actuel, provoque un phénomène de rejet à l'égard de son parti. Les libéraux battent en effet aujourd'hui tous les records d'impopularité dans l'opinion.

Le P.Q. a le vent en poupe, et il a désigné M. BOISCLAIR comme chef de file pour le prochain scrutin. Traditionnellement, il s'agit toujours d'un personnage charismatique qui est choisi. Sa nomination augmentera encore les espoirs du P.Q. Tous les observateurs s'accordent à annoncer que si le parti souverainiste revient au pouvoir en 2007, il organisera un nouveau référendum en 2008, avec cette fois toutes les chances de l'emporter. Selon les mots du grand Félix Leclerc, chantre de la souveraineté, «les blés sont mûrs !».

A vos agendas!

Mercredi 25 janvier 2006 à 20 h

Grande soirée débat

à la Maison Haute de Watermael-Boitsfort sur l'avenir de la Wallonie
avec **Alain Destexhe**, sénateur MR
et **Paul-Henry Gendebien**, président fondateur du RWF

Comment s'y rendre ?

En venant du centre de Bruxelles, par l'avenue Franklin Roosevelt, la chaussée de La Hulpe et l'avenue Delleur. La Maison Haute se trouve à gauche de la maison communale de Watermael (place Wiener). Venant de Namur, sortir à Herman-Debroux puis à gauche, prendre le boulevard du Souverain.

Renseignements : Joël Goffin (02/384 16 05).

Deux secrétaires généraux adjoints.

Le Bureau Exécutif du RWF, réuni à Charleroi le 29 octobre, a confirmé Joël Goffin dans sa fonction de Secrétaire général adjoint et a nommé Laurent Brogniet comme deuxième Secrétaire général adjoint.

Renouvellement du Bureau d'arrondissement de Bruxelles.

Président : Jean-François GOOSSE, 10, rue Paul HANKAR, 1180 BRUXELLES (0477/50.45.56).

Vice-président et responsable pour la périphérie : Francis PANICHELLI.

Secrétaire : Marie-Claire DALOZE.

Trésorier : Jean-Paul ROOS.

Action et propagande : Philippe LENAERTS.

Une bonne façon de nous aider...

Nous ne recevons pas un seul euro de l'Etat belge pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales. Les partis représentés au Parlement, Vlaams Belang compris, reçoivent quant à eux plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année...

Nous lançons donc un appel : renouvez dès à présent votre cotisation sur le compte RWF-RBF **000-0700633-02** (20 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants). Notre cause le mérite !

Versez également vos dons au «Fonds de combat» : 000-3254198-42.